

Investir dans un avenir durable

Le financement du secteur privé peut jouer un rôle essentiel en amplifiant les effets des politiques climatiques

Valerie Smith



PHOTO MISE GRÂCEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR CITI

NOUS SOMMES FACE à une urgence climatique mondiale qui exige des actions immédiates et des solutions à long terme et les établissements financiers sont dans une position privilégiée pour soutenir un avenir neutre en carbone et un monde plus durable.

L'urgence n'a jamais été aussi forte : les glaces polaires fondent et le niveau des mers s'élève, tout comme les températures mondiales. La NASA américaine rapporte que 2020, à égalité avec 2016, a été l'année la plus chaude jamais observée depuis que l'on a commencé à enregistrer les températures en 1880, et que dix-neuf des années les plus chaudes enregistrées l'ont été après 2000.

Au vu des enjeux, l'attention portée par les investisseurs à la crise du changement climatique n'est pas surprenante. Une étude publiée par le *Harvard Business Review* en 2019 a constaté que la durabilité et les questions environnementales, sociales et de gouvernance sont aujourd'hui une priorité pour les grandes sociétés d'investissement et les fonds de pension publics. Comme le souligne cette étude, les plus gros détenteurs d'actifs dans le monde ont investi des milliers de milliards dans l'économie mondiale et les obligations multigénérationnelles qui appellent une vision à long terme des risques systémiques ; ils ne peuvent plus se permettre de laisser la planète s'effondrer.

Les prochaines années seront cruciales. L'an dernier, alors que l'attention du monde était, comme on peut le comprendre, rivée sur la pandémie mondiale, la Conférence

des Nations Unies sur les changements climatiques, qui devait se tenir en novembre 2020, a été reportée à l'automne suivant. La finance durable occupera une place de choix dans l'ordre du jour, en particulier la mobilisation de fonds publics et privés pour atténuer les causes du changement climatique.

Rôle du secteur privé

Nous savons qu'à lui seul le financement public ne suffira pas à la tâche : l'Organisation des Nations Unies estime que les coûts annuels pourraient s'établir entre 140 et 300 milliards de dollars en 2030, puis entre 280 et 500 milliards de dollars en 2050, des chiffres bien supérieurs à l'engagement de 100 milliards de dollars annuels attendu des pays développés.

En tant que bailleurs de fonds de l'économie mondiale, les banques joueront un rôle déterminant en complétant les financements publics ciblés sur le changement climatique. Elles peuvent aussi contribuer aux efforts en alignant leurs prêts sur l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement climatique et orienter les capitaux là où ils peuvent avoir l'impact le plus positif — par exemple en liant les financements aux performances environnementales et sociales. La tarification du carbone est un autre domaine dans lequel l'intervention des banques pourrait se révéler cruciale. Selon un nouveau document des services du FMI, faire payer les émissions de carbone est le moyen le plus efficace pour enrayer le réchauffement climatique. Toutefois, l'absence d'accord international sur la tarification du carbone reste un obstacle et souligne la nécessité d'une collaboration internationale.

Une collaboration internationale de grande ampleur se met en place dans le secteur financier. Le Réseau pour le verdissement du système financier, créé en 2017 et composé de banques centrales et d'autorités de contrôle bancaire, s'approche des 100 membres qui travaillent au renforcement de la riposte mondiale en matière climatique. L'alliance bancaire Net Zéro, une organisation sectorielle réunie par les Nations Unies au printemps, fédère plus de 50 banques d'une vingtaine de pays qui se sont engagées à atteindre la neutralité des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

En tant que signataire fondateur de cette alliance, Citi s'est engagée à parvenir à la neutralité des émissions de gaz à effet de serre liées à ses financements d'ici 2050, et pour ses propres opérations d'ici 2030. Nous pensons publier dans les douze prochains mois un plan initial

sur les moyens par lesquels nous atteindrons cet objectif ambitieux, avec des objectifs intermédiaires pour 2030 pour nos portefeuilles dans les secteurs de l'énergie et de l'électricité. La réalisation de cet objectif ne sera pas simple, car nous comptons parmi nos clients des sociétés pétrolières et gazières et d'autres secteurs à forte intensité de carbone. Notre politique de gestion des risques sociaux et environnementaux nous guide en interne et offre un cadre de référence pour conseiller les clients sur les risques liés au changement climatique et sur la transition vers une économie neutre en carbone. Nous avons aussi noué un partenariat avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques afin d'accélérer la réalisation des objectifs de l'accord de Paris en renforçant les capacités, la connectivité et la sensibilisation. Aucun établissement ne peut gérer seul la crise climatique — nous devons donc tous travailler ensemble et prendre des mesures concrètes pour parvenir à la neutralité.

Engagements et défis

Bien entendu, des annonces sans action ni comptes à rendre ne sont que des mots vides. Alors, que devons-nous faire et comment saurons-nous si nous réussissons ? Suivre l'argent est un moyen. Citi s'est engagée à fournir 1 000 milliards de dollars de financements durables d'ici 2030. Cet engagement comprend l'augmentation à 500 milliards de dollars de notre objectif de financement de solutions environnementales d'ici 2030, à laquelle s'ajoutent 500 milliards de dollars dans des domaines tels que le logement abordable, l'inclusion économique et l'égalité femmes-hommes. Outre le financement d'une énergie propre, de bâtiments écologiques et de transports durables, nous orientons nos financements et nos services de conseil vers les acteurs qui se sont dotés d'une stratégie de suppression progressive de la dépendance au charbon. En interne, nous intégrons le financement durable et la stratégie climat dans les feuilles de score de nos PDG et cadres supérieurs.

Comme d'autres, nous continuons à intégrer les risques liés au changement climatique dans notre stratégie globale, notre gouvernance d'entreprise et nos pratiques de gestion des risques. Le problème est que l'évaluation des risques nécessite des données robustes au niveau du climat, des entreprises et des actifs ; il faut donc améliorer la qualité et l'homogénéité des données lorsque nous évaluons l'impact des entreprises sur le changement climatique mondial et celui du changement climatique mondial sur les entreprises.

Reconnaissant la nécessité de données de meilleure qualité et d'une information transparente, le groupe de travail sur l'information financière liée au climat (Task Force on Climate-related Financial Disclosures, TCFD) du Conseil de stabilité financière a publié, en 2017, des recommandations pour une information financière liée au climat facultative et cohérente, mais il a conclu en 2020 que l'information sur l'impact financier du changement climatique

demeure faible. De ce fait, les prêteurs, les investisseurs et les assureurs ne peuvent pas évaluer quelles sociétés auront des difficultés et quelles sociétés s'épanouiront face à l'évolution de l'environnement, du cadre réglementaire, des technologies et du comportement des clients. De plus, ajoute le TCFD, à défaut de meilleures données, les marchés financiers pourraient bien être confrontés à une transition difficile vers une économie sobre en carbone.

Concernant la transparence, je suis fière que Citi déclare ses émissions de gaz à effet de serre depuis près de vingt ans et qu'elle ait été en 2018 la première grande banque américaine à publier son premier rapport climatique suivant les recommandations du TCFD. D'autres font de même ; fin 2020, plus de 1 500 organisations avaient exprimé leur soutien au cadre établi par le TCFD.

Les banques aideront à combler le manque d'informations. Citi et des dizaines d'autres établissements travaillent, dans le cadre du Partnership for Carbon Accounting Financials, à l'élaboration de normes mondiales pour mesurer et déclarer les émissions de gaz à effet de serre liées aux prêts et aux investissements bancaires. Dans le même esprit, Citi et d'autres banques ont testé l'outil PACTA (Paris Agreement Capital Transition Assessment), un logiciel libre permettant d'aligner les

Au vu des enjeux, l'attention portée par les investisseurs à la crise du changement climatique n'est pas surprenante.

portefeuilles de prêts bancaires sur différents scénarios climatiques conformes à l'accord de Paris.

Comme d'autres crises, nous savons que le changement climatique touchera majoritairement les communautés de couleur et les membres les plus pauvres de la société. Le gouverneur du Conseil de la Réserve fédérale, Lael Brainard, a souligné cette disparité dans un récent discours, notant que les communautés pauvres sont souvent situées dans des zones particulièrement exposées aux risques liés au climat, notamment les risques sanitaires et les catastrophes météorologiques. Les mesures prises pour un avenir plus durable doivent comprendre des discussions sur le racisme et les inégalités environnementales ; ces problèmes sont étroitement liés, et il serait peu judicieux et de courte vue de négliger cet aspect lorsqu'on prend des mesures visant la durabilité.

Le rapport ESG 2020 de Citi a exprimé son soutien aux mesures visant à créer un avenir juste, durable, y compris par la tarification du carbone et la déclaration des risques climatiques, et nous continuerons de rendre compte des progrès réalisés dans le cadre de nos nombreuses initiatives. **FD**

VALERIE SMITH est responsable de la durabilité à Citi.